

COUR CONSTITUTIONNELLE

REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice

REPERTOIRE N° 088/CC

Décision du 17 Juin 1997

DECISION N° 088 /C C du 17 JUIN 1997
relative à une requête de Messieurs René Paul MOUMBANGOU-
DILANGA et Michel DISSAKALOU

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS,

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Vu la requête présentée par Messieurs René Paul MOUMBANGOU-DILANGA et Michel DISSAKALOU en annulation de l'élection de Monsieur Ismaël MPIRA comme Sénateur au département de Ndolou ;

Vu le mémoire en défense de Monsieur MPIRA ;

Vu les conclusions additives des requérants ;

Vu les conclusions en réplique du défendeur ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu les conclusions du Commissaires à la loi ;

Vu la Constitution ;

Vu la Loi Organique 9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle modifiée par la loi organique 13/94 du 17 septembre 1994 ;

Vu la loi organique 18/96 du 15 avril 1996 relative à l'élection des sénateurs ;

Vu l'ensemble des autres textes d'application ;

Le Rapporteur ayant été entendu ;

1.- Considérant que par requête susvisée régulièrement enregistrée au greffe de la Cour Constitutionnelle, Messieurs René Paul MOUMBANGOU-DILANGA et Michel DISSAKALOU, respectivement Candidat titulaire et candidat suppléant aux élections sénatoriales des 26 janvier et 9 février 1997 pour le siège du département de Ndolou, ont saisi cette Cour aux fins de voir prononcer l'annulation des résultats du second tour desdites élections à l'issue desquelles leur adversaire Monsieur Isamël MPIRA, a été proclamé élu ; qu'au soutien de cette requête, ils invoquent trois griefs à savoir :

- l'ouverture tardive du scrutin en violation des dispositions de l'article 86 du Code Electoral ;

- l'utilisation d'une procuration prétendument établie par Monsieur Jean-Paul BIEKOLE au profit d'un autre conseiller départemental, Monsieur Cyriaque BIRINDA ;

- une collusion frauduleuse entre le candidat MPIRA et le Président de la Commission Provinciale Electorale, laquelle aurait consisté dans le fait pour celui-ci d'avoir permis l'utilisation de la procuration litigieuse et de s'être substitué aux membres de la Commission Départementale Electorale ainsi qu'à ceux du bureau de vote pour la direction du scrutin ;

2.- Considérant que tous ces griefs sont refutés par la défense qui conclut par conséquent au rejet de la requête ;

Sur l'ouverture tardive du scrutin

3.- Considérant certes d'une part, qu'aux termes de l'article 86 de la loi 7/96 du 12 mars 1996 portant dispositions communes à toutes les élections politiques, le scrutin est ouvert à 7 heures et clos à 18 heures, et, d'autre part, que selon l'article 134 de la même loi, l'inobservation des conditions et des formalités prescrites par les lois et les règlements peut entraîner l'annulation des élections ;

4.- Considérant toutefois que l'article 15 du décret 1114/PR fixant les modalités d'application de certaines dispositions de ladite loi prévoit que les bureaux qui auront terminé les opérations de vote pour l'ensemble de leurs électeurs avant l'heure de clôture ci-dessus indiquée, peuvent procéder au dépouillement ; qu'il en résulte, à contrario, que l'inobservation des heures d'ouverture et de clôture du scrutin ne saurait être regardée comme une cause d'annulation de l'élection dès lors que tous les électeurs intéressés ont voté ;

5.- Considérant qu'en l'espèce, s'il est constant que dans le département de Ndolou à Mandji le scrutin du 9 février 1997 n'a débuté qu'au milieu de l'après-midi, il n'en demeure pas moins vrai que 28 électeurs sur 30 inscrits ont voté, dont 13 pour le requérant et 15 pour le candidat élu ; qu'il s'ensuit que le grief n'est pas pertinent et ne peut être retenu ;

Sur la collusion frauduleuse

6.- Considérant que mise à part la contestation relative à un mandat qu'aurait donné le conseiller départemental Jean-Paul BIEKOLE à Monsieur Cyriaque BIRINDA et dont il a été fait mention au procès-verbal du bureau de vote concerné, il apparaît que le scrutin s'est déroulé normalement ; que par conséquent, pour blâmable que fut la validation d'une procuration suspecte par le Président de la Commission Provinciale Electorale, ce fait ne saurait être regardé comme une collusion et par conséquent entraîner l'annulation de toute l'élection ;

Sur la procuration contestée

7.- Considérant que l'instruction a permis d'établir le caractère irrégulier de la procuration litigieuse ; que cette irrégularité est d'une gravité telle qu'elle est de nature à entraîner l'annulation du vote qu'elle a permis ; qu'il en résulte que le nombre des suffrages exprimés est ramené de 28 à 27 tandis que les voix obtenues par monsieur Ismaël MPIRA sont ramenées de 15 à 14 ;

8.- Considérant toutefois qu'en dépit de cette annulation et des rectifications qui en découlent, Monsieur Ismaël MPIRA conserve plus de la moitié des suffrages exprimés et demeure par conséquent le candidat élu.

D E C I D E

Article 1er. Le suffrage obtenu par procuration est annulé.

Article 2. Monsieur Ismaël MPIRA demeure toutefois le candidat élu.

Article 3.- La présente décision sera notifiée aux requérants et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du dix sept juin mil neuf cent quatre vingt dix sept, où siégeaient :

Madame Marie-Madeleine MBORANTSUO, Président

Messieurs Augustin BOUMAH

Victor AFENE

Jean-Pierre NDONG

Paul MALEKOU

Séraphin NDAOT

Dominique BOUNGOUERE

Madame Louise ANGUE, Membres, assistés de
Maître..BARBERA ISAAC Pierre François, Greffier.

Et ont signé : Le Président, et le Greffier

Le Président


